

« A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2009 au 31 août 2010 ce montant est fixé à 2.601 euros ».

**Art. 3.** L'article 16bis, § 3, dernier alinéa, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 août 2006 et modifié par les arrêtés royaux des 3 août 2007 et 16 décembre 2008, est complété par la phrase suivante :

« Pour les années scolaires 2008/2009 et 2009/2010 ce forfait par type de formation ne peut dépasser un montant de 20.81 euros. »

**Art. 4.** L'article 19, deuxième alinéa, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 28 mars 1995 et modifié par l'arrêté royal du 16 décembre 2008 est complété comme suit :

« 0,05 % à partir du quatrième trimestre 2009 jusqu'au troisième trimestre 2010 inclus. »

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2009, à l'exception de l'article 3 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2008.

**Art. 6.** La Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre  
et Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des Chances,  
chargée de la Politique de migration et d'asile,  
Mme J. MILQUET

« Vanaf 1 september 2009 tot 31 augustus 2010 wordt dit bedrag vastgelegd op 2.601 euro. »

**Art. 3.** Artikel 16bis, § 3, laatste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 augustus 2006 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 augustus 2007 en 16 december 2008, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Voor de schooljaren 2008/2009 en 2009/2010 kan dit forfait per type van opleiding niet meer bedragen dan 2.081 euro. »

**Art. 4.** Artikel 19, tweede lid van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 maart 1995 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 december 2008 wordt aangevuld als volgt :

« 0,05 % vanaf het vierde kwartaal 2009 tot en met het derde kwartaal 2010. »

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2009, met uitzondering van artikel 3 dat uitwerking heeft vanaf 1 september 2008.

**Art. 6.** De Minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,  
belast met het Migratie- en Asielbeleid,  
Mevr. J. MILQUET

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2009 — 4196

[C - 2009/12269]

**21 DECEMBRE 2009.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée, visant à octroyer une allocation renforcée en période de crise

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, m), inséré par l'arrêté royal du 14 novembre 1996;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 19 novembre 2009;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 novembre 2009 et le 16 décembre 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat du Budget, du 12 novembre 2009 et du 16 décembre 2009;

Vu l'avis 47.458/1 du Conseil d'Etat, donné le 10 décembre 2009 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 7 de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée, remplacé par l'arrêté royal du 16 mai 2003 et modifié par l'arrêté royal du 28 mars 2007, est complété par les paragraphes 5 à 7 rédigés comme suit :

« § 5. Le travailleur a droit, par dérogation à l'article 44 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité et selon les conditions de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité, à une allocation de travail de maximum 1.000 euros par mois calendrier pour autant que le travailleur engagé remplit simultanément les conditions suivantes :

1° il a moins de 26 ans à la date de l'engagement;

2° il est demandeur d'emploi à la date de l'engagement;

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2009 — 4196

[C - 2009/12269]

**21 DECEMBER 2009.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden met het oog op het toekennen van een versterkte uitkering in tijden van crisis

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 7, § 1, derde lid, m), ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 november 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 19 november 2009;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 november 2009 en op 16 december 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting van 12 november 2009 en van 16 december 2009;

Gelet op advies 47.458/1 van de Raad van State, gegeven op 10 december 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 7 van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 mei 2003 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 maart 2007, wordt aangevuld met de paragrafen 5 tot 7, luidende :

« § 5. De werknemer is, in afwijking van artikel 44 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991 en volgens de voorwaarden van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991 gerechtigd op een werkuitkering van ten hoogste 1.000 euro per kalendermaand voor zover de aangeworven werknemer tegelijk aan volgende voorwaarden voldoet :

1° hij is op de dag van de indienstneming jonger dan 26 jaar;

2° hij is werkzoekende op de dag van de indienstneming;

3° il a été demandeur d'emploi pendant au moins cent cinquante-six jours, calculés dans le régime des six jours, au cours du mois de l'engagement et des neuf mois calendrier qui précèdent;

4° il possède au maximum un diplôme ou un certificat de l'enseignement secondaire supérieur;

5° au jour de l'engagement, il n'est plus soumis à l'obligation scolaire et il ne suit plus d'études dans l'enseignement de jour;

6° l'employeur n'utilise pas le système des titres-services visé dans la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, pour l'occupation du travailleur.

L'allocation de travail visée dans ce paragraphe est octroyée pendant maximum :

1° le mois de l'engagement et les vingt-trois mois suivants, si le travailleur entre en service au cours de l'année 2010;

2° le mois de l'engagement et les onze mois suivants, si le travailleur entre en service au cours de l'année 2011.

Lorsque le travailleur n'est pas occupé à temps plein, l'allocation de travail de maximum 1.000 euros visée aux alinéas précédents est ramenée à un montant proportionnel à la durée de travail hebdomadaire contractuellement prévue dans l'emploi à temps partiel.

§ 6. Le travailleur a droit, par dérogation à l'article 44 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité et selon les conditions de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité, à une allocation de travail de maximum 1.100 euros par mois calendrier pour autant que le travailleur engagé remplisse simultanément les conditions suivantes :

1° il a moins de 26 ans à la date de l'engagement;

2° il est demandeur d'emploi à la date de l'engagement;

3° il a été demandeur d'emploi pendant au moins septante huit jours, calculés dans le régime des six jours, au cours du mois de l'engagement et des quatre mois calendrier qui précèdent;

4° il ne possède pas de diplôme ou de certificat de l'enseignement secondaire supérieur;

5° au jour de l'engagement, il n'est plus soumis à l'obligation scolaire et il ne suit plus d'études dans l'enseignement de jour;

6° l'employeur n'utilise pas le système des titres-services visé dans la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, pour l'occupation du travailleur.

L'allocation de travail visée dans ce paragraphe est octroyée pendant maximum :

1° le mois de l'engagement et les vingt-trois mois suivants, si le travailleur entre en service au cours de l'année 2010;

2° le mois de l'engagement et les onze mois suivants, si le travailleur entre en service au cours de l'année 2011.

Lorsque le travailleur n'est pas occupé à temps plein, l'allocation de travail de maximum 1.100 euros visée aux alinéas précédents est ramenée à un montant proportionnel à la durée de travail hebdomadaire contractuellement prévue dans l'emploi à temps partiel.

§ 7. Le travailleur qui au moment de l'engagement était chômeur complet indemnisé, a droit, par dérogation à l'article 44 de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991, à une allocation de travail dans la mesure où le travailleur engagé satisfait simultanément aux conditions suivantes :

1° il est âgé de moins de 45 ans à la date de l'engagement;

2° il est demandeur d'emploi à la date de l'engagement;

3° il a été demandeur d'emploi pendant au moins trois cent douze jours, calculés dans le régime des six jours, au cours du mois de l'engagement et des dix-huit mois calendrier qui précèdent, mais pendant moins de six cent vingt-quatre jours, calculés dans le régime des six jours, au cours du mois de l'engagement et des trente-six mois calendrier qui précèdent;

4° au jour de l'engagement, il n'est plus soumis à l'obligation scolaire et il ne suit plus d'études dans l'enseignement de jour;

5° l'employeur n'utilise pas le système des titres-services visé dans la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, pour l'occupation du travailleur.

3° hij is werkzoekende geweest gedurende minstens honderd zesenvijftig dagen, gerekend in het zesdagenstelsel, in de loop van de maand van indienstneming en de negen kalendermaanden daaraan voorafgaand;

4° hij bezit hoogstens een diploma of getuigschrift van het hoger secundair onderwijs;

5° hij is op de dag van de indienstneming niet meer leerplichtig en hij volgt evenmin studies in dagonderwijs;

6° de werkgever maakt voor de tewerkstelling van de werknemer geen gebruik van het stelsel van de dienstencheques bedoeld in de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen.

De werkuitkering bedoeld in deze paragraaf wordt toegekend gedurende maximaal :

1° de maand van indienstneming en de drieëntwintig daarop volgende maanden, indien de werknemer in dienst treedt in de loop van het jaar 2010;

2° de maand van indienstneming en de elf daarop volgende maanden, indien de werknemer in dienst treedt in de loop van het jaar 2011.

Indien de werknemer niet voltijds is tewerkgesteld, wordt de werkuitkering van maximum 1.000 euro bedoeld in de vorige leden teruggebracht tot een bedrag in verhouding tot de contractueel wekelijks voorziene arbeidsduur in de deeltijdse betrekking.

§ 6. De werknemer is, in afwijking van artikel 44 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991 en volgens de voorwaarden van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991 gerechtigd op een werkuitkering van ten hoogste 1.100 euro per kalendermaand voor zover de aangeworven werknemer tegelijk aan volgende voorwaarden voldoet :

1° hij is op de dag van de indienstneming jonger dan 26 jaar;

2° hij is werkzoekende op de dag van de indienstneming;

3° hij is werkzoekende geweest gedurende minstens achtenzeventig dagen, gerekend in het zesdagenstelsel, in de loop van de maand van indienstneming en de vier kalendermaanden daaraan voorafgaand;

4° hij bezit geen diploma of getuigschrift van het hoger secundair onderwijs;

5° hij is op de dag van de indienstneming niet meer leerplichtig en hij volgt evenmin studies in dagonderwijs;

6° de werkgever maakt voor de tewerkstelling van de werknemer geen gebruik van het stelsel van de dienstencheques bedoeld in de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen.

De werkuitkering bedoeld in deze paragraaf wordt toegekend gedurende maximaal :

1° de maand van indienstneming en de drieëntwintig daarop volgende maanden, indien de werknemer in dienst treedt in de loop van het jaar 2010;

2° de maand van indienstneming en de elf daarop volgende maanden, indien de werknemer in dienst treedt in de loop van het jaar 2011.

Indien de werknemer niet voltijds is tewerkgesteld, wordt de werkuitkering van maximum 1.100 euro bedoeld in de vorige leden teruggebracht tot een bedrag in verhouding tot de contractueel wekelijks voorziene arbeidsduur in de deeltijdse betrekking.

§ 7. De werknemer die op het ogenblik van de indienstneming uitkeringsgerechtigde volledige werkloze was, is, in afwijking van artikel 44 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991 en volgens de voorwaarden van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991 gerechtigd op een werkuitkering, voor zover de aangeworven werknemer tegelijk aan volgende voorwaarden voldoet :

1° hij is op de dag van de indienstneming jonger dan 45 jaar;

2° hij is werkzoekende op de dag van de indienstneming;

3° hij is werkzoekende geweest gedurende minstens driehonderd en twaalf dagen, gerekend in het zesdagenstelsel, in de loop van de maand van indienstneming en de achttien kalendermaanden daaraan voorafgaand, maar gedurende minder dan zeshonderd en vierentwintig dagen gerekend in het zesdagenstelsel, in de loop van de maand van indienstneming en de zesendertig kalendermaanden daaraan voorafgaand;

4° hij is op de dag van de indienstneming niet meer leerplichtig en hij volgt evenmin studies in dagonderwijs;

5° de werkgever maakt voor de tewerkstelling van de werknemer geen gebruik van het stelsel van de dienstencheques bedoeld in de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen.

Le travailleur visé dans le présent paragraphe a droit à :

1° une allocation de travail de 750 euros maximum par mois calendrier pour le mois de l'engagement et les onze mois calendrier suivants et ensuite à une allocation de travail de 500 euros maximum par mois calendrier pendant seize mois calendrier, s'il entre en service au cours de l'année 2010;

2° une allocation de travail de 750 euros maximum par mois calendrier pour le mois de l'engagement et les onze mois calendrier suivants, s'il entre en service au cours de l'année 2011.

Lorsque le travailleur n'est pas occupé à temps plein, l'allocation de travail de maximum 750 euros ou 500 euros visée aux alinéas précédents est ramenée à un montant proportionnel à la durée de travail hebdomadaire contractuellement prévue dans l'emploi à temps partiel. »

**Art. 2.** L'article 10 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 16 mai 2003, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par les paragraphes 2 et 3 rédigés comme suit :

« 2. Le travailleur qui, au moment de l'engagement, était chômeur complet indemnisé, a droit, par dérogation à l'article 44 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité et selon les conditions de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité, à une allocation de travail de maximum 1.000 euros, pour autant que le travailleur engagé remplisse simultanément les conditions suivantes :

1° il est âgé de 50 ans au moins à la date de l'engagement;

2° il est demandeur d'emploi à la date de l'engagement;

3° il a été demandeur d'emploi pendant au moins cent cinquante-six jours, calculés dans le régime des six jours, au cours du mois de l'engagement et des neuf mois calendrier qui précèdent;

4° l'employeur n'utilise pas le système des titres-services visé dans la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, pour l'occupation du travailleur.

L'allocation de travail visée dans ce paragraphe est octroyée pendant maximum :

1° le mois de l'engagement et les vingt-trois mois suivants, si le travailleur entre en service au cours de l'année 2010;

2° le mois de l'engagement et les onze mois suivants, si le travailleur entre en service au cours de l'année 2011.

Lorsque le travailleur n'est pas occupé à temps plein, l'allocation de travail de maximum 1.000 euros visée aux alinéas précédents est ramenée à un montant proportionnel à la durée de travail hebdomadaire prévue contractuellement dans l'emploi à temps partiel.

§ 3. Le travailleur qui au moment de l'engagement était chômeur complet indemnisé, a droit, par dérogation à l'article 44 de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991 et selon les conditions de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991, à une allocation de travail dans la mesure où le travailleur engagé satisfait simultanément aux conditions suivantes :

1° il est âgé de 45 ans au moins à la date de l'engagement;

2° il est demandeur d'emploi à la date de l'engagement;

3° il a été demandeur d'emploi pendant au moins trois cent douze jours, calculés dans le régime des six jours, au cours du mois de l'engagement et des dix-huit mois calendrier qui précèdent, mais pendant moins de six cent vingt-quatre jours, calculés dans le régime des six jours, au cours du mois de l'engagement et des trente-six mois calendrier qui précèdent;

4° l'employeur n'utilise pas le système des titres-services visé dans la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, pour l'occupation du travailleur.

Le travailleur visé dans le paragraphe a droit à :

1° une allocation de travail de 750 euros maximum par mois calendrier pour le mois de l'engagement et les onze mois calendrier suivants et ensuite à une allocation de travail de 500 euros maximum par mois calendrier pendant seize mois calendrier, s'il entre en service au cours de l'année 2010;

De werknemer bedoeld in deze paragraaf is gerechtigd :

1° gedurende de maand van indienstneming en de elf daarop volgende kalendermaanden op een werkuitkering van ten hoogste 750 euro per kalendermaand, en daarna gedurende zestien kalendermaanden op een werkuitkering van ten hoogste 500 euro per kalendermaand, indien hij in dienst treedt in de loop van het jaar 2010;

2° gedurende de maand van indienstneming en de elf daarop volgende kalendermaanden op een werkuitkering van ten hoogste 750 euro per kalendermaand, indien hij in dienst treedt in de loop van het jaar 2011.

Indien de werknemer niet voltijds is tewerkgesteld, wordt de werkuitkering van maximum 750 euro of 500 euro bedoeld in de vorige leden teruggebracht tot een bedrag in verhouding tot de contractueel wekelijks voorziene arbeidsduur in de deeltijdse betrekking. »

**Art. 2.** Artikel 10 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 mei 2003, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met de paragrafen 2 en 3 luidende :

« § 2. De werknemer die op het ogenblik van de indienstneming uitkeringsgerechtigde volledige werkloze was, is, in afwijking van artikel 44 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991 en volgens de voorwaarden van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991 gerechtigd op een werkuitkering van ten hoogste 1.000 euro per kalendermaand voor zover de aangeworven werknemer tegelijk aan volgende voorwaarden voldoet :

1° hij is op de dag van de indienstneming minstens 50 jaar;

2° hij is werkzoekende op de dag van de indienstneming;

3° hij is werkzoekende geweest gedurende minstens honderd zesenvijftig dagen, gerekend in het zesdagenstelsel, in de loop van de maand van indienstneming en de negen kalendermaanden daaraan voorafgaand;

4° de werkgever maakt voor de tewerkstelling van de werknemer geen gebruik van het stelsel van de dienstcheques bedoeld in de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen.

De werkuitkering bedoeld in deze paragraaf wordt toegekend gedurende maximaal :

1° de maand van indienstneming en de drieëntwintig daarop volgende maanden, indien de werknemer in dienst treedt in de loop van het jaar 2010;

2° de maand van indienstneming en de elf daarop volgende maanden, indien de werknemer in dienst treedt in de loop van het jaar 2011.

Indien de werknemer niet voltijds is tewerkgesteld, wordt de werkuitkering van maximum 1.000 euro bedoeld in de vorige leden teruggebracht tot een bedrag in verhouding tot de contractueel wekelijks voorziene arbeidsduur in de deeltijdse betrekking.

§ 3. De werknemer die op het ogenblik van de indienstneming uitkeringsgerechtigde volledige werkloze was, is, in afwijking van artikel 44 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991 en volgens de voorwaarden van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991 gerechtigd op een werkuitkering, voor zover de aangeworven werknemer tegelijk aan volgende voorwaarden voldoet :

1° hij is op de dag van de indienstneming minstens 45 jaar;

2° hij is werkzoekende op de dag van de indienstneming;

3° hij is werkzoekende geweest gedurende minstens driehonderd en twaalf dagen, gerekend in het zesdagenstelsel, in de loop van de maand van indienstneming en de achttien kalendermaanden daaraan voorafgaand, maar gedurende minder dan zeshonderd en vierentwintig dagen gerekend in het zesdagenstelsel, in de loop van de maand van indienstneming en de zesendertig kalendermaanden daaraan voorafgaand;

4° de werkgever maakt voor de tewerkstelling van de werknemer geen gebruik van het stelsel van de dienstcheques bedoeld in de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen.

De werknemer bedoeld in deze paragraaf is gerechtigd :

1° gedurende de maand van indienstneming en de elf daarop volgende kalendermaanden op een werkuitkering van ten hoogste 750 euro per kalendermaand, en daarna gedurende zestien kalendermaanden op een werkuitkering van ten hoogste 500 euro per kalendermaand, indien hij in dienst treedt in de loop van het jaar 2010;

2° une allocation de travail de 750 euros maximum par mois calendrier pour le mois de l'engagement et les onze mois calendrier suivants, s'il entre en service au cours de l'année 2011.

Lorsque le travailleur n'est pas occupé à temps plein, l'allocation de travail de maximum 750 euros ou 500 euros visée aux alinéas précédents est ramenée à un montant proportionnel à la durée de travail hebdomadaire contractuellement prévue dans l'emploi à temps partiel. »

**Art. 3.** L'article 12 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 16 mai 2003 et 21 janvier 2004, est complété par les alinéas suivants :

« Par dérogation aux chapitres II, III et III<sup>ter</sup>, n'entre pas en ligne de compte pour une allocation de travail, le travailleur qui a été exclu de cet avantage par une décision du comité de gestion de l'Office national de l'Emploi prise sur la base d'un rapport des services d'inspection mentionnés ci-après, lorsqu'il a été constaté, après une plainte, que le travailleur a été engagé en remplacement et dans la même fonction qu'un travailleur licencié, avec comme but principal d'obtenir les avantages du présent arrêté royal. La surveillance est effectuée par les fonctionnaires mentionnés ci-après qui exercent cette surveillance conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 sur l'inspection du travail :

1° les inspecteurs sociaux de la Direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;

2° les inspecteurs sociaux de l'Inspection sociale du Service public fédéral Sécurité sociale;

3° les inspecteurs sociaux de la Direction générale des Services d'inspection de l'Office national de Sécurité sociale;

4° les fonctionnaires de l'Office national de l'Emploi désignés conformément à l'article 22 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.

La décision visée à l'alinéa précédent produit ses effets le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la décision est portée à la connaissance de l'employeur. Cette décision est également portée à la connaissance du travailleur engagé et de son organisme de paiement conformément aux dispositions de l'article 146 de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991.

Lorsque les dispositions des alinéas 3 et 4 sont d'application, l'employeur ne peut plus déduire l'allocation de travail du salaire net à partir de la date visée à l'alinéa précédent.

S'il apparaît que le fait répréhensible visé à l'alinéa 3 se produit à plusieurs reprises, le comité de gestion précité peut en outre décider que l'employeur ne peut pas bénéficier des avantages prévus par le présent arrêté, pour des engagements dans la période de 12 mois prenant cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la décision est portée à sa connaissance. »

**Art. 4.** L'article 13 de ce même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 16 mai 2003 et modifié par l'arrêté royal du 28 mars 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'Office national de l'Emploi peut délivrer d'office une carte de travail à un travailleur si l'Office, en tant que source authentique, dispose de toutes les données nécessaires pour constater de manière univoque que ce travailleur satisfait à toutes les conditions pour prétendre à une carte de travail. »

**Art. 5.** A l'article 17<sup>bis</sup> de ce même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 9 décembre 2002 et modifié par les arrêtés royaux des 21 janvier 2004 et 28 mars 2007, les mots "500 euros" sont trois fois remplacés par les mots "500, 750, 1.000 ou 1.100 euros".

**Art. 6.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et s'applique aux engagements qui se situent dans la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et le 31 décembre 2011 inclus.

**Art. 7.** La Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Emploi  
et de l'Égalité des Chances,  
Mme J. MILQUET

2° gedurende de maand van indienstneming en de elf daarop volgende kalendermaanden op een werkuitkering van ten hoogste 750 euro per kalendermaand, indien hij in dienst treedt in de loop van het jaar 2011.

Indien de werknemer niet voltijds is tewerkgesteld, wordt de werkuitkering van maximum 750 euro of 500 euro bedoeld in de vorige leden teruggebracht tot een bedrag in verhouding tot de contractueel wettelijk voorziene arbeidsduur in de deeltijdse betrekking. »

**Art. 3.** Artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 mei 2003 en 21 januari 2004, wordt aangevuld met de volgende leden :

« In afwijking van hoofdstukken II, III en III<sup>ter</sup> komt de werknemer niet in aanmerking voor een werkuitkering, wanneer hij van dit voordeel werd uitgesloten door een beslissing van het beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, genomen op basis van een rapport van de hierna vernoemde inspectiediensten, indien na klacht werd vastgesteld dat de werknemer werd aangenomen ter vervanging en in een zelfde functie van een ontslagen werknemer met als hoofdzakelijk doel de voordelen van dit koninklijk besluit te bekomen. Het toezicht gebeurt door de hierna vermelde ambtenaren die dit toezicht uitoefenen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie :

1° de sociaal inspecteurs van de Algemene Directie Toezicht op de sociale wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;

2° de sociaal inspecteurs van de Sociale Inspectie van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid;

3° de sociaal inspecteurs van de Algemene Directie van de inspectiediensten van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

4° de ambtenaren van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening aangewezen overeenkomstig artikel 22 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel.

De beslissing bedoeld in het vorige lid heeft uitwerking vanaf de eerste dag van de maand volgend op die waarin de beslissing ter kennis wordt gebracht van de werkgever. Deze beslissing wordt eveneens ter kennis gebracht van de aangeworven werknemer en zijn uitbetalingsinstelling conform de bepalingen van artikel 146 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991.

Wanneer de bepalingen van het derde en vierde lid worden toegepast, mag de werkgever de werkuitkering niet meer in mindering brengen van het nettoloon vanaf de datum bedoeld in het vorige lid.

Indien blijkt dat de laakbare handeling bedoeld in het derde lid, herhaaldelijk voorkomt, dan kan het voormelde beheerscomité bovendien beslissen dat de werkgever voor indiensttredingen in de periode van twaalf maanden ingaande de eerste dag van de maand volgend op die waarin de beslissing hem ter kennis wordt gebracht, niet kan genieten van de voordelen voorzien in dit besluit. »

**Art. 4.** Artikel 13 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 mei 2003 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 maart 2007, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening kan ambtshalve een werkkaart geven aan een werknemer indien de Rijksdienst als authentieke bron beschikt over alle noodzakelijke gegevens om op eenduidige wijze vast te stellen dat die werknemer aan alle voorwaarden voldoet om op een werkkaart aanspraak te maken. »

**Art. 5.** In artikel 17<sup>bis</sup> van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 december 2002 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 januari 2004 en 28 maart 2007 worden de woorden « 500 euro » driemaal vervangen door de woorden « 500, 750, 1.000 of 1.100 euro ».

**Art. 6.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2010 en is van toepassing op de indienstneming en gelegen in de periode vanaf 1 januari 2010 tot en met 31 december 2011.

**Art. 7.** De Minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,  
Mevr. J. MILQUET